

« Six semaines de vacances pour tous ». Initiative populaire.

Liliane MAURY PASQUIER - Extrait du Bulletin officiel du Conseil des Etats du 7 juin 2011

Les vacances, comme leur nom l'indique, offrent une certaine période de vide. Mais ce vide est nécessaire aux travailleuses et travailleurs pour faire le plein, se ressourcer, se recharger. De même, les 6 semaines de vacances demandées par l'initiative populaire creuseraient un peu - c'est sûr - les dépenses des patrons. Mais ce creux sera plus que comblé par le gain en santé et productivité d'employés mieux reposés. Ainsi, les quelque 6 milliards de francs que coûte cette amélioration seraient largement compensés par la réduction des coûts sans cesse croissants du stress au travail, estimés par le SECO à 10 milliards de francs par an. Si les vacances peuvent permettre à leurs bénéficiaires de s'écrouler sur la plage, elles doivent surtout leur permettre de rester debout le reste de l'année dans un monde du travail devenu très exigeant. En effet, mieux vaut prévenir que guérir, du point de vue économique aussi.

Ainsi, selon une étude de Price Waterhouse Coopers, les pertes de productivité dues aux maladies chroniques sont de 400 pour cent supérieures aux coûts de prévention et de traitement. Ce modeste allongement des vacances procède donc d'une logique de prévention encouragée récemment par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Il est au coeur de la loi sur la prévention et profitable à l'ensemble des acteurs économiques, employeurs, employeuses, employées, employés. Des employés pour qui 6 semaines représenteraient, comme on dit, des vacances bien méritées. Car leur productivité, cela a déjà été rappelé, n'a cessé d'augmenter au cours des vingt dernières années - de près de 22 pour cent en quinze ans -, bien plus en tout cas que leur salaire ou leurs vacances, dont la dernière adaptation par ce Parlement remonte à 1983.

Or, si la Suisse connaît une durée annuelle du travail supérieure à la plupart des pays européens, elle est, au même titre que ces pays, touchée par le vieillissement de sa population. Et qui dit travailleurs et travailleuses plus âgés, dit renforcement des risques, à court ou à long terme, liés à la charge de travail, surtout si l'âge de la retraite augmente, et surtout s'il s'agit d'économiser dans l'Al.

Du côté des plus jeunes aussi, entre 20 et 55 ans, moins nombreux à bénéficier de 5 semaines de vacances, ce temps de repos supplémentaire permettrait, quelle que soit la branche d'activité, de mieux concilier vies professionnelle, familiale et personnelle. La société suisse a tout à gagner à ce qu'on perde un peu de temps de travail, car ces 6 semaines de vacances ne seraient pas du temps perdu. Au contraire, parce qu'il permet d'améliorer la santé, la motivation et donc la productivité des travailleuses et travailleurs, ce temps, c'est de l'argent.

Monsieur Jenny a, quant à lui, dit tout à l'heure que les travailleurs et travailleuses avaient besoin plutôt de plus d'argent que de plus de repos, mais je peux vous assurer qu'une bonne part du personnel hospitalier, dont je connais bien les conditions de travail, choisit fréquemment de travailler moins, parce que les conditions de travail sont trop difficiles, quitte à être payé moins pour cela.

C'est cet effet pervers contre lequel nous devons lutter en recommandant au peuple et aux cantons d'accepter cette initiative populaire.